

**LIGUE DE VOILE  
DES PAYS DE LA LOIRE  
44 RUE ROMAIN ROLLAND  
BP 90312  
44103 NANTES CEDEX 4**

**Rapport du Commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels  
Exercice clos le  
30 novembre 2024**



membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International

---

2 rue de l'Hôtellerie - 44482 CARQUEFOU Cedex - France  
Téléphone : +33(0)2 51 85 28 30 - Fax : +33(0)2 40 25 19 08  
E-mail : [contact@lba-walterfrance.com](mailto:contact@lba-walterfrance.com)  
Site internet : [www.lba-walterfrance.com](http://www.lba-walterfrance.com)

**Ligue de Voile des Pays de la Loire**  
**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**Exercice clos le 30 novembre 2024**

Aux membres,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE DE VOILE DES PAYS DE LA LOIRE relatifs à l'exercice clos le 30 novembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> décembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

***Justification des appréciations***

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et

appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Carquefou, le 14 février 2025**



**Société LBA**  
**Représentée par Samuel LE QUÉRÉ**  
**Commissaire aux Comptes**

## Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le <b>30/11/2024</b> (12 mois)		Exercice précédent <b>30/11/2023</b> (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé					
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	2 675	2 675		167	- 167
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions	2 275	2 275			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	176 409	132 340	44 069	50 586	- 6 517
Autres immobilisations corporelles	146 300	114 192	32 109	46 482	- 14 373
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations et créances rattachées	170		170	170	
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	2 229		2 229	2 229	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>330 058</b>	<b>251 481</b>	<b>78 577</b>	<b>99 634</b>	<b>- 21 057</b>
<b>Actif circulant</b>					
Stocks et en-cours	10 390		10 390	5 286	5 104
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	56 177	3 191	52 985	57 693	- 4 708
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	114 669		114 669	160 536	- 45 867
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	186 760		186 760	226 245	- 39 485
Charges constatées d'avance	1 921		1 921	1 890	31
<b>TOTAL (II)</b>	<b>369 917</b>	<b>3 191</b>	<b>366 726</b>	<b>451 650</b>	<b>- 84 924</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>699 975</b>	<b>254 673</b>	<b>445 303</b>	<b>551 284</b>	<b>- 105 981</b>

## Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 30/11/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/11/2023 (12 mois)	Variation
<b>Fonds propres</b>			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	226 292	195 160	31 132
Excédent ou déficit de l'exercice	-72 074	31 132	- 103 206
Situation nette (sous total)	154 218	226 292	- 72 074
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	60 144	60 250	- 106
Provisions réglementées			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>214 362</b>	<b>286 542</b>	<b>- 72 180</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		18 000	- 18 000
<b>TOTAL (II)</b>		<b>18 000</b>	<b>- 18 000</b>
<b>Provisions</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	36 193	31 035	5 158
<b>TOTAL (III)</b>	<b>36 193</b>	<b>31 035</b>	<b>5 158</b>
<b>Dettes</b>			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	91 387	92 886	- 1 499
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	67 863	60 817	7 046
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	4 454		4 454
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	31 044	62 004	- 30 960
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>194 748</b>	<b>215 707</b>	<b>- 20 959</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>445 303</b>	<b>551 284</b>	<b>- 105 981</b>
<b>Engagements reçus</b>			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
<b>Engagements donnés</b>			

PASSIF	Exercice clos le <b>30/11/2024</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>30/11/2023</b> (12 mois)	Variation

## Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 30/11/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/11/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	77 956	85 614	- 7 658	-8,94
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	118 104	125 739	- 7 635	-6,07
dont ventes de dons en nature	48	284	- 236	-83,10
Ventes de prestations de services	137 400	174 803	- 37 403	-21,40
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	268 731	400 917	- 132 186	-32,97
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	6 958	27 659	- 20 701	-74,84
Utilisations des fonds dédiés	18 000		18 000	N/S
Autres produits	197 038	194 787	2 251	1,16
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>824 187</b>	<b>1 009 518</b>	<b>- 185 331</b>	<b>-18,36</b>
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	46 644	44 766	1 878	4,20
Variations stocks	-2 893	-1 613	- 1 280	79,36
Autres achats et charges externes	400 963	504 089	- 103 126	-20,46
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	11 446	9 621	1 825	18,97
Salaires et traitements	329 349	305 378	23 971	7,85
Charges sociales	92 318	78 346	13 972	17,83
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	48 159	54 620	- 6 461	-11,83
Dotations aux provisions	5 158		5 158	N/S
Reports en fonds dédiés		18 000	- 18 000	-100
Autres charges	1 889	4 559	- 2 670	-58,57
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>933 031</b>	<b>1 017 766</b>	<b>- 84 735</b>	<b>-8,33</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)</b>	<b>-108 844</b>	<b>-8 248</b>	<b>- 100 596</b>	<b>N/S</b>
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	2 310	2 318	- 8	-0,35
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>2 310</b>	<b>2 318</b>	<b>- 8</b>	<b>-0,35</b>
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
<b>Total des charges financières (IV)</b>				
<b>RESULTAT FINANCIER (III – IV)</b>	<b>2 310</b>	<b>2 318</b>	<b>- 8</b>	<b>-0,35</b>



	Exercice clos le 30/11/2024 (12 mois)	Exercice précédent 30/11/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)</b>	<b>-106 535</b>	<b>-5 930</b>	<b>- 100 605</b>	<b>N/S</b>
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	1 284	2 415	- 1 131	-46,83
Sur opérations en capital	51 599	38 266	13 333	34,84
Reprises sur provisions et transferts de charges				
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>	<b>52 883</b>	<b>40 681</b>	<b>12 202</b>	<b>29,99</b>
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	3 272	3 619	- 347	-9,59
Sur opérations en capital	14 946		14 946	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	204		204	N/S
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>18 423</b>	<b>3 619</b>	<b>14 804</b>	<b>409,06</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>34 461</b>	<b>37 062</b>	<b>- 2 601</b>	<b>-7,02</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	879 380	1 052 517	- 173 137	-16,45
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	951 454	1 021 385	- 69 931	-6,85
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-72 074</b>	<b>31 132</b>	<b>- 103 206</b>	<b>-331,51</b>
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	114 277	103 442	10 835	10,47
. Bénévolats				
<b>Total</b>	<b>114 277</b>	<b>103 442</b>	<b>10 835</b>	<b>10,47</b>
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole	114 277	103 442	10 835	10,47
<b>Total</b>	<b>114 277</b>	<b>103 442</b>	<b>10 835</b>	<b>10,47</b>

## ANNEXE

## Préambule

La Ligue Régionale de Voile des PAYS DE LA LOIRE (PDLVoile), organisme déconcentré de la Fédération Française de Voile (FFVOILE) est une association déclarée.

Elle est régie par la loi du 1er Juillet 1901, les lois et règlements en vigueur, par les statuts et les règlements de la FFVOILE, par les présents statuts et le règlement intérieur de la Ligue et est constituée par la FFVOILE conformément à l'article 8 de ses statuts. Placée sous la tutelle de la FFVOILE mais jouissant d'une autorité administrative et financière, elle représente la FEDERATION FRANCAISE DE VOILE au niveau régional. Elle est, à ce titre, conjointement avec la FFVOILE, l'interlocutrice, des organes et autorités politiques, administratifs et autres de la région ainsi que du mouvement sportif régional.

La Ligue de Voile est chargée d'assurer les meilleures relations entre la FFVOILE et les associations locales affiliées et /ou les établissements affiliés de la région. Elle coordonne l'activité et le fonctionnement des Comités Départementaux dans son ressort territorial dans le cadre de la convention signée avec la FFVoile Elle prend toutes dispositions utiles, sur son territoire, à la mise en oeuvre des conventions établies par l'ensemble de la Fédération. Elle participe à l'élaboration du calendrier fédéral des compétitions dans le respect des règlements et prescriptions de la FFVOILE.

L'exercice social clos le 30/11/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 30/11/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 445 302,74 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 72 073,96 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 14/01/2025 par les dirigeants.

## Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

# Principes, règles et méthodes comptables

## Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

## Principales méthodes d'évaluation et de présentation

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement.

L'association n'a pas identifié d'immobilisations décomposables.

### Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Immobilisations non décomposables

L'association a fait le choix d'appliquer les mesures de simplification propres aux PME et qui consistent essentiellement dans le maintien de la durée d'usage et du mode d'amortissement pour les immobilisations non décomposables.

### Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode " premier entré, premier sorti ".

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Contributions volontaires :

L'association ne comptabilise pas les contributions volontaires en nature compte tenu du caractère non significatif de celles-ci, en dehors de la mise à disposition des fonctionnaires Cadres d'Etat qui est mentionnée en bas du compte de résultat

## Notes sur le bilan actif

### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	2 675			2 675
Immobilisations corporelles	344 821	40 105	59 942	324 984
Immobilisations financières	2 399			2 399
<b>TOTAL</b>	<b>349 895</b>	<b>40 105</b>	<b>59 942</b>	<b>330 058</b>

### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
<b>TOTAL I</b>				
Autres immobilisations incorporelles	2 508	167		2 675
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	143 078	30 376	41 113	132 340
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	2 275			2 275
Matériel de transport	84 646	14 368		99 014
Matériel de bureau et informatique	17 755	1 305	3 882	15 178
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL III</b>	<b>247 754</b>	<b>46 048</b>	<b>44 995</b>	<b>248 807</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>250 262</b>	<b>46 216</b>	<b>44 995</b>	<b>251 482</b>

### Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	5 091	2 893		7 985
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements	195	2 211		2 406
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
<b>TOTAL</b>	<b>5 286</b>	<b>5 105</b>		<b>10 390</b>

**Etat des créances et charges constatées d'avance**

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	52 985	52 985	
Autres créances	114 669		
<b>Charges constatées d'avance</b>	1 921		
<b>TOTAL</b>	<b>169 575</b>	<b>52 985</b>	

**Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	34 789
Subventions/financements	102 350
Autres produits à recevoir	
<b>TOTAL</b>	<b>137 139</b>

## Notes sur le bilan passif

### Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	195 160	31 132			226 292
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	31 132	-31 132		72 074	-72 074
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>226 292</b>			<b>72 074</b>	<b>154 218</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	60 250		25 293	25 399	60 144
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>286 542</b>		<b>25 293</b>	<b>96 438</b>	<b>214 362</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					

**Provisions pour risques et charges**

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	31 035	5 158		36 193
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	18 000		18 000	
<b>TOTAL (II)</b>	<b>49 035</b>	<b>5 158</b>	<b>18 000</b>	<b>36 193</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>49 035</b>	<b>5 158</b>	<b>18 000</b>	<b>36 193</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		7 305	18 776	
- financières				
- exceptionnelles				

**Etat des dettes et produits constatés d'avance**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	91 387	91 387		
Dettes fiscales et sociales	67 863	67 863		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	4 454	4 454		
Produits constatés d'avance	31 044	31 044		
<b>TOTAL</b>	<b>194 748</b>	<b>193 712</b>		

**Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	75 029
Dettes fiscales et sociales	40 564
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>115 593</b>



## Notes sur le compte de résultat

### **Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations**

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur facturation aux clubs.

### **Concours publics et subventions**

Au cours de l'exercice, les financements suivants ont été octroyés à l'association :

Subventions d'exploitation :

- Subvention Région PDL : convention haut niveau : 45 000 €
- Subvention Région PDL : Sport pour tous : 9 000 €
- Subvention Région PDL : convention haut niveau complément : 5 000 €
- Subvention ANS : Emploi SHN : 65 100 €
- Subvention ANS : Convention annuelle PSF : 43 926 €
- Subvention ANS : Pôle Espoir : 31 000 €
- Subvention ANS : Sport environnement climat : 2 417 €
- Subvention ANS : Reliquat Héritage 2024 Handivoile : 6 000 €
- Subvention ANS : Creps : 5 000 €

Subventions d'investissement :

- Subvention Région PDL : convention haut niveau : 36 642 €
- Subvention Partenaires : convention haut niveau : 15 468 €

### **Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés**

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 36 193 €

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : en fonction de l'âge du salarié de 0% à partir de 50 ans à 6% avant 30 ans
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 2% /an
- le taux d'actualisation retenu : 3,3 %
- le taux moyen des charges sociales : 45%

***Honoraires du commissaire aux comptes***

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3067 € ttc.